

Nouveaux Cahiers du socialisme

Capitalisme et décroissance

Jean-Marie Harribey

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Numéro 21, hiver 2019

Penser la Grande Transition : utopies et stratégies

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90582ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Harribey, J.-M. (2019). Capitalisme et décroissance. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (21), 98–103.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2019

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Capitalisme et décroissance

Jean-Marie Harribey¹

Économiste, essayiste et éditeur de la revue Possibles d'Attac-France

Le capitalisme mondial est entré dans une crise majeure dont la cause fondamentale est la conjonction de contradictions sociales et écologiques. Cette simultanéité marque le caractère systémique inédit de cette crise. Elle peut être interprétée en termes simples comme l'impossibilité d'aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail, sous peine de surproduction invendable et d'insuffisance du taux de profit, et au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la nature, sous peine de destruction des équilibres écosystémiques, d'épuisement de toutes les ressources naturelles non renouvelables et d'un réchauffement du climat incontrôlable. En termes théoriques, la crise est une crise de production et de réalisation de la valeur, c'est-à-dire qu'il est de plus en plus difficile pour le capitalisme de dégager des taux de profit suffisants, dont la progression est bornée par le taux d'exploitation de la force de travail qui ne peut croître indéfiniment, et par l'efficacité du capital aujourd'hui de plus en plus dépendante de la difficulté d'accès aux ressources et de leur coût. Il en résulte un ralentissement très net de l'augmentation de la productivité du travail dans tous les pays capitalistes développés depuis près d'un demi-siècle et on voit apparaître les prémices d'une même évolution dans les pays dits émergents comme la Chine².

Comme la croissance économique infinie est impossible, la recherche d'une croissance matérielle forte comme voie de sortie de la crise globale du capitalisme

1 Ce texte est une version abrégée d'un texte paru sur le site *Les Utopiques, Union syndicale Solidaires*, « Face à la crise globale du capitalisme global, la décroissance est-elle une voie soutenable ? », 29 mars 2017, <www.lesutopiques.org/face-a-la-crise-globale-du-capitalisme-global-la-decroissance-est-elle-une-voie-soutenable/>.

2 Jean-Marie Harribey, « Développement soutenable », dans Marie Cornu, Fabienne Orsi et Judith Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, PUF, 2017, p.355-359, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenableite/dico-communs-developpement-soutenable.pdf>>.

productiviste est impraticable et vouée à l'échec à long terme. Mais la proposition de décroissance immédiate prônée par certains théoriciens et théoriciennes n'est-elle pas tout aussi illusoire, en ignorant ou sous-estimant la nécessité d'une transition qui s'étalera vraisemblablement sur plusieurs décennies à l'échelle mondiale ? Ainsi, la transformation des systèmes énergétiques, des systèmes et modes de transport, de l'urbanisme, de l'habitat, ainsi que la reconversion de pans entiers de l'industrie et le passage d'une agriculture industrielle polluante et destructrice des paysages et de la biodiversité à une agriculture biologique ou plus raisonnable exigeront des investissements massifs qu'un contexte de diminution de la production globale – au sens strict d'une décroissance – ne permettrait sans doute pas. Pourrait-on alors concevoir une stratégie de développement qualitatif aussi éloignée d'une économie où la recherche du profit prime sur toute autre considération que d'une « sortie de l'économie » ?

La croissance infinie est impossible

L'épuisement des ressources, notamment des combustibles d'origine fossile, est désormais programmé. La perte de biodiversité, tant sur le plan de la faune que de la flore, ainsi que l'accélération de la déforestation sont avérées, et la manipulation du vivant prend des allures industrielles. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) alerte sur le grave risque de dépasser 2 °C de hausse de la température moyenne du globe, ce qui provoquerait très probablement au cours du siècle un emballement du climat qui ne serait plus maîtrisable. Les experts proches des classes dominantes espèrent que l'amélioration des processus techniques de production permettra de découpler l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre de celle de la production. Mais, jusqu'ici, le seul découplage constaté est relatif, à cause d'un effet dit rebond : la croissance de la production est plus rapide que la diminution de son contenu en gaz à effet de serre ou de son contenu en énergie.

Si la baisse de l'intensité de la production en carbone se maintient au niveau constaté au cours des deux dernières décennies, soit environ 1,5 % de baisse par an, et si on veut diminuer de moitié les émissions mondiales de CO₂ d'ici 2050, il serait nécessaire de diminuer la production de 0,47 % par an, soit 15,1 % en 35 ans. Pour maintenir le réchauffement en dessous de 2 degrés, il faudrait une diminution de l'intensité de la production en CO₂ de 2 % par an. Pour le même but, une croissance économique moyenne de 1 % par an exigerait une baisse de l'intensité de la production en CO₂ de 3 % par an. Les contraintes sont donc énormes.

Plusieurs études ont essayé d'évaluer les coûts d'une inaction face au réchauffement climatique et ceux au contraire d'une politique résolue, ou bien pour apprécier l'ampleur du découplage à opérer entre, d'un côté, la production et, de l'autre, les émissions de gaz à effet de serre, la consommation d'énergie et de ressources

naturelles. Le rapport de Nicholas Stern³ en 2006 établit que 1 % de PIB par an serait nécessaire pour atténuer les effets du réchauffement climatique. En cas d'inaction, les conséquences seraient bien supérieures en termes de coût pour l'humanité : des pertes équivalentes à 5 à 20 % du produit mondial par an. Deux ans après avoir rendu son rapport, l'auteur a considéré que le dérèglement s'accélérait et qu'il faudrait, d'ici 2050, réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale et de 90 % aux États-Unis. Mais le rapport Stern conserve une conception très orthodoxe de la croissance économique. Il estime en effet que la croissance peut être poursuivie tout en stabilisant les émissions de gaz à effet de serre.

Selon Tim Jackson⁴, l'estimation des coûts à engager pour contenir le réchauffement climatique faite par Stern est trop optimiste. À titre d'exemple, l'intensité des émissions mondiales de carbone par rapport à la production a baissé de près d'un quart au cours des quatre dernières décennies. Mais, en dépit de la baisse des intensités énergétiques et en carbone, les émissions de CO₂ ont augmenté de manière absolue de 80 % depuis 1970 et de 40 % depuis 1990, année de référence du Protocole de Kyoto, à un rythme annuel de 2 %. Cependant, ces alarmes sont contrebalancées par une interrogation de plus en plus souvent évoquée jusque dans les sphères dirigeantes : le capitalisme ne serait-il pas tombé dans une stagnation longue ? À l'appui de cette thèse, on note un ralentissement très net des gains de productivité du travail dans le monde, qui serait dû à la perte d'influence sur celle-ci du progrès technique (le rôle du progrès technique étant estimé par l'évolution de la productivité totale des facteurs).

L'impossible réconciliation

La nécessité de diviser par quatre ou cinq les émissions de gaz à effet de serre va exiger de telles économies d'énergie, de telles améliorations de nos processus de production qu'elles ne seront pas compatibles avec les normes de rentabilité capitaliste, telles qu'elles s'expriment dans le capitalisme néolibéral, justifiant le dépassement du capitalisme et du productivisme. Seraient-elles compatibles avec une diminution rapide de la production, par exemple une diminution du PIB pendant plusieurs décennies de 2, 3, 4 % par an ? C'est impossible parce que l'économie n'est pas simplement une affaire de tuyaux que l'on branche et débranche dans l'instant à loisir, en redirigeant les investissements par un coup de baguette magique. Les interdépendances entre secteurs font qu'il y faudra du temps. Un peu comme lorsqu'on dit qu'on peut sortir du nucléaire en deux décennies environ et pas immédiatement.

3 Nicholas Stern, « L'évaluation économique des conséquences du dérèglement climatique », octobre 2006, <<http://cms.unige.ch/isdd/spip.php?article165>>.

4 Tim Jackson, *Prosperité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, De Boeck-Etopia, 2010.

La transition entre une société d'exploitation des humains et de la nature et une société solidaire et écologiste doit donc être pensée simultanément sur le plan de l'équilibre social et de la reconversion écologiste de l'économie :

- en termes de justice sociale : la reconversion de pans entiers de l'économie ne peut pas être conduite sans prendre en compte l'emploi, la qualification, la qualité du travail et sa durée, la réduction des inégalités (revenu maximum, réforme fiscale);
- en termes d'investissements : la transformation de nos systèmes énergétiques, de nos modes de transport, de notre urbanisme et de notre habitat exigera des investissements très importants pendant des décennies (entre 2 et 3 % du PIB par an pendant au moins 10 ans pour amorcer la phase de transition);
- en termes de productions qui, pour certaines, pendant cette phase de transition devront diminuer et, pour d'autres, devront croître, parce que le capitalisme est très réticent à les mettre à disposition s'il n'a pas réussi à les privatiser ; d'où l'importance de la distinction entre sphère marchande et sphère non marchande, car, au sein de cette dernière, du travail productif de valeur d'usage et de valeur économique pour la société – et non pour le capital – y est effectué⁵; autrement dit, la sélectivité du type de production est au moins aussi importante que le niveau de la production : c'est la qualité qui permettra la *sobriété*⁶.

Dès lors, il vaudrait mieux parler de décroissance des consommations de matières premières et d'énergie que de décroissance de la production globale pendant la phase initiale de la transition, bien qu'il ne soit pas certain que l'on puisse avoir l'une sans l'autre dans un laps de temps aussi court que quelques décennies. En tout cas, l'idée de décroissance sélective renforce l'exigence de ne pas mettre les pays du Sud au même régime que les pays du Nord.

Au-delà de la discussion entre croissance et décroissance, celle sur la richesse et la valeur

Comment les institutions internationales et les gouvernements réagissent-ils à la crise écologique ? En accélérant le processus de marchandisation et de financiarisation visant à transformer la nature en capital. Ce processus porte les doux noms de « croissance verte » et de « croissance inclusive » dans les publications de

5 Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable. Fondements d'une critique socioécologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013.

6 Jean-Marie Harribey, « Écosocialisme », dans Dominique Bourg, Alain Papaux, *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, PUF, 2015, p.371-374, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/dico-ecosocialisme.pdf>>.

la Banque mondiale⁷. En réalité, ces expressions dissimulent la multiplication des *cat bonds* ou obligations catastrophes, les contrats de réassurance de l'assurance, les biobanques spécialisées dans l'appropriation de ressources et de terres, sur lesquelles elles élèvent un échafaudage financier. L'une crée des obligations-animaux pour sauver telle ou telle espèce, l'autre des obligations-coraux, ou encore des obligations-forêts et autres espèces végétales, toutes qualifiées d'obligations vertes. Un marché potentiel de 2,5 à 4 milliards de dollars par an existe, et on estime à 36,6 milliards de dollars le total des obligations dites vertes déjà en circulation.

Le principe de cette financiarisation est le suivant : quand une entreprise a un projet de développement qui détruira un écosystème, on lui propose d'acheter un titre émis par la biobanque qui a acquis une sorte de zone-musée, et, ainsi, l'entreprise « compense volontairement » la dégradation ou la destruction que son projet occasionne.

Peu à peu se répand l'idée qu'il est possible de réguler les ressources naturelles par l'instauration de marchés spécifiques à chacune d'elles. Après le marché des permis d'émission de gaz à effet de serre, sont projetés des marchés de droits à pêcher la baleine ou toute espèce de poisson. Les quotas seraient transférables dès lors qu'on peut identifier des propriétaires ou des quasi-propriétaires.

La justification théorique avancée par les promoteurs de ces démarches est bien résumée par Pavan Sukhdev, ancien banquier et aujourd'hui président du Fonds mondial pour la nature (WWF International), qui promeut la « révélation de la valeur économique intrinsèque de la nature trop longtemps restée invisible⁸ ». Cette notion est malheureusement avalisée par certaines ONG environnementales. Ainsi WWF vient d'estimer à 2500 milliards de dollars par an les services rendus par les océans et leur valeur totale à hauteur de 24 000 milliards. Ou bien on trouve ce genre d'élucubration : « Imaginons le cas simple d'un berger vivant de sa capacité à produire de la laine en tondant des moutons et en lavant la laine brute. Admettons que notre berger est relativement performant à la tonte artisanale avec 10 tontes et 5 toisons propres à l'heure. Le propriétaire décide de faire une expérience en demandant au berger de tondre et laver les toisons des moutons sans utiliser d'eau. Comme c'est bien plus difficile, notre berger arrive à tondre toujours 10 moutons, mais ne peut nettoyer que 2 toisons à l'heure. Dans ce cas, la productivité de la ressource en eau correspond aux trois toisons manquantes. Une partie de la création de valeur est donc imputable à l'eau !⁹ ». La vacuité de cet énoncé, faussement pédagogique, est évidente : si on

7 Banque mondiale, *Inclusive Green Growth. The Pathway of Sustainable Development*, 2012, <http://siteresources.worldbank.org/EXTSDNET/Resources/Inclusive_Green_Growth_May_2012.pdf?cid=ISG_E_WB_WeeklyUpdate_NL>.

8 Commission européenne, *L'économie des écosystèmes et de la biodiversité*, Rapport d'étape, 2008, <http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/pdf/teeb_report_fr.pdf>.

9 Christian De Perthuis et Paul-André Juvet, *Le capital vert. Une nouvelle perspective de croissance*, Paris, Odile Jacob, 2013, p.196.

empêche le berger de respirer, pourrait-on dire que toute la valeur était, avant son asphyxie, créée par l'air ? En fait, on a affaire ici à un problème dû à un facteur limitant, alors que la position économique néoclassique tente de théoriser ledit capital naturel au moyen de l'idée fausse de valeur économique créée par la nature. En réalité, la nature est une richesse mais ne crée pas de valeur, cette dernière étant une catégorie humaine. De la même façon, la notion de « valeur économique intrinsèque » de la nature n'a aucun sens.

En jetant par-dessus bord tout ce qui a trait de près ou de loin à l'économie politique et à sa critique marxienne, toutes les apories concernant la richesse et la valeur refont surface, tant au sein des cercles dominants que chez certains écologistes tentés par l'idée de la décroissance. Or, ce qui relève de la nature est incommensurable à ce qui relève de l'économie. La « valeur » de la nature est d'un autre ordre que celui de l'économie et de la valeur que le travail engendre : « La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la *valeur du blé* », écrivait déjà Marx il y a un siècle et demi¹⁰. La critique radicale de la marchandise (incluant le refus de marchandiser le vivant) et la légitimité d'un espace non marchand (dans lequel de la valeur est produite pour la société et non pour le capital) sont incluses dans la loi de la valeur de Marx, dont toutes les critiques vulgaires, sous couvert de critique de l'économisme, ne voient pas l'enjeu. C'est ce qui fonde sur le plan théorique l'unité de la lutte sociale et de la lutte écologique. Il reste à traduire cette unité pratiquement. C'est tout l'enjeu de la définition d'un mode de vie soutenable, c'est-à-dire d'un mode de développement humain qualitatif, car la richesse et *a fortiori* le bien-être ne se réduisent pas à la valeur marchande. Réciproquement, à l'encontre d'un marxisme traditionnel vulgaire, il ne suffira pas de changer les rapports de propriété fondant les rapports de production, il faudra aussi changer la production.

Derrière toutes ces questions socioéconomiques, restent en filigrane et en suspens toutes celles qui concernent la redéfinition du progrès¹¹, le rapport de la société à la science et à la raison *versus* le réenchantelement du monde, l'universalisme *versus* le relativisme culturel. Le débat technique autour de la croissance et de la décroissance n'épuise pas ces questions de philosophie politique.

¹⁰ Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II, p. 1430.

¹¹ Jean-Marie Harribey, « Valeur », dans Marie Cornu, Fabienne Orsi, Judith Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, PUF, 2017, p. 1193-1197, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/dico-communs-valeur.pdf>>.